

## La France revendique un "libéralisme républicain"

LEMONDE.FR | 21.03.11 | 09h51

**L**a France, au gré des indignations qui ponctuent l'actualité économique face à des rémunérations jugées indues, comme celles qui se sont exprimées à l'occasion du départ de l'ancien président de France Télécom, dessine une exigence à l'égard du libéralisme qui ne se résume pas à une simple défiance sans nuance envers le monde de l'argent.

Il existe une forme de consensus qui s'exprime au-delà des clivages traditionnels pour refuser que des rémunérations puissent être assimilées à des faveurs injustifiables, ressenties, à juste titre, comme autant de perversions du système libéral qu'il convient de corriger. Ce qui est dénoncé, ce n'est pas nécessairement leur montant, c'est le sentiment qu'il existerait une caste de quelques centaines de *happy few*, opportunément installés dans quelques sphères heureuses de l'économie où l'on ferait tourner les plats entre soi pour se servir sans réserve et sans partage.

Ces mécanismes de cooptation dessinent les contours d'un népotisme économique qui ne laisserait aucune chance de s'enrichir à ceux qui n'auraient pas le privilège d'appartenir à cette *gentry* dorée et ils sont jugés insupportables dans un pays pétri de méritocratie républicaine.

Ce n'est pas l'enrichissement en tant que tel qui est dénoncé, parce que l'on n'entend aucune indignation à l'encontre des entrepreneurs qui ont créé leur entreprise et qui ont fait fortune par leur travail.

Ce qui choque, c'est que dans les interstices d'un libéralisme réputé capable d'orienter les richesses au profit des plus méritants, aient pu se constituer des îlots de privilèges parfaitement contradictoires avec les idéaux du libéralisme et de la République, deux socles idéologiques qui conjuguent la même foi dans le mérite, le travail, la faculté d'innover, d'enrichir la société par son talent et par son opiniâtreté à entreprendre.

Cette foi est enracinée dès les premières heures de la République, parfaitement synthétisée par l'historien Jean-Marie Mayeur décrivant les victoires électorales des Républicains à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, analysées comme *"opposant aux privilégiés attachés à une conception hiérarchique et immobile de la société, le bloc du tiers-Etat, qui accepte la démocratie, définie non certes comme l'égalité des fortunes, mais comme l'égalité des chances."*

Cette exigence républicaine refusant de transiger avec des passe-droits qui font injure à l'égalité des chances, ramène le libéralisme à ses propres exigences qui sont incompatibles avec les privilèges et les trusts, qu'il s'agisse des ententes entre entreprises ou des bonnes ententes au sein de petits cénacles confinés, préservés de tout risque économique.

Cette exigence de justice est salutaire et elle doit d'autant plus être prise en compte avec considération, qu'elle est une condition nécessaire à l'adhésion des Français à l'économie de marché.

### ENRICHISSEMENT COLLECTIF

Le formidable engouement insufflé par le statut d'auto-entrepreneur démontre que la France est prête à s'engager massivement dans un dynamisme entrepreneurial dont chacun peut comprendre les ressorts, dès lors que l'enrichissement individuel va de pair avec l'enrichissement collectif.

A l'opposé, la faculté de pouvoir s'enrichir à la faveur de son seul entregent plutôt que par ses performances, bafoue la promesse du système libéral selon laquelle seuls l'imagination, le travail et l'esprit d'entreprise sont des gages de réussite.

Les Français sont radicalement hostiles à la captation des richesses par quelques coteries, et c'est parce qu'ils ont trop souvent le sentiment que le capitalisme s'assimile à ces excès qu'ils le dénoncent.

Là où les théories libérales traditionnelles disposent d'un arsenal doctrinal et institutionnel solide pour lutter contre les abus de position dominante qui peuvent conduire des firmes installées à freiner la concurrence de jeunes entreprises innovantes, le "libéralisme républicain", dont les exigences françaises dessinent les contours, rajoute un impératif complémentaire : refuser que les postes de direction et les avantages qui leur sont liés puissent dépendre de mélanges de genre, de conflit d'intérêts ou de réflexes de castes, qui freinent l'émergence et la reconnaissance de vrais talents. Les Français se reconnaissent dans la promesse d'un libéralisme dès lors qu'il est ouvert à la compétition de tous les mérites, mais ils refusent d'autant plus sa confiscation au profit de quelques-uns.

Soyons vigilants pour faire respecter des règles de bonne gouvernance qui soient conformes aux contours de ce "libéralisme républicain" – dont les exigences sont l'essence même du libéralisme – et nul doute que les Français se sentiraient plus en phase avec un système économique capable de démontrer que l'égalité des chances n'est pas un mythe désuet, et que la promesse de réussite attend ceux qui par leur travail auront apporté à la société la pleine mesure de leur talent.

---

Léonidas Kalogeropoulos est aussi le fondateur de [libertedentreprendre.com](http://libertedentreprendre.com).

**Léonidas Kalogeropoulos, président du cabinet Médiation et Arguments, vice-président de l'association d'entrepreneurs Ethic**

---

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

**Journal** d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.

---